

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 23 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TOFER SAS

ZI de Bogues
chemin de Bogues
31750 Escalquens

Références : 2023/164
Code AIOT : 0006805317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement TOFER SAS implanté ZI de Bogues chemin de Bogues 31750 Escalquens. L'inspection a été annoncée le 06/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel 2023 de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOFER SAS
- ZI de Bogues chemin de Bogues 31750 Escalquens
- Code AIOT : 0006805317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis 1966, la société TOFER exploite à Escalquens une usine de mécanique de précision. Elle fabrique et traite des pièces destinées à l'aéronautique et au secteur du pétrole, avec des procédés spéciaux, tels que les bains de sels fondus ou la métallisation par projection thermique HVOF (High Velocity Oxygen Fuel). Elle est située dans la zone industrielle de Bogues, le long de la voie ferrée reliant Toulouse à Narbonne.

Le site est classé à autorisation pour le traitement par l'intermédiaire de bains de sels fondus. Il est

réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2017.

La société TOFER était en redressement judiciaire fin 2017. Elle a été rachetée par le groupe FIGEAC AERO en mars 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative ;
- surveillance des rejets atmosphériques ;
- prélèvement eau ;
- produits chimiques ;
- risque incendie ;
- équipements sous pression (ESP).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 3.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	SUBSTANCES INTERDITES OU RESTREINTES	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 5.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES OU DIFFUSES	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 8.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 8.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 7.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	CONDITIONS GÉNÉRALES D'INSTALLATION ET D'EXPLOITATION	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/	Sans objet
2	EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 1er	/	Sans objet
5	SUBSTANCES EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPANTES	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 5.2.2	/	Sans objet
6	SUBSTANCES SOUMISES À AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 5.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	ACCÈS POMPIERS AUX RÉSERVES D'EAU	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 7.2.4	/	Sans objet
11	RÉTENTIONS ET CONFINEMENTS	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 7.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 6 faits susceptibles de suites. Ces constats sont faits soit dans l'attente de précisions de l'exploitant, soit dans la mesure où des mises en conformité peuvent être engagées rapidement ;
- 5 faits non conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'INSTALLATION ET D'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de la liste des équipements sous-pression mentionnée à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, arrêté dont il n'a pas connaissance. Il y a au moins 2 cuves liées aux compresseurs sur le site. Ces équipements sont loués à une entreprise auprès de laquelle l'entreprise TOFER sous-traite intégralement la maintenance et la conformité réglementaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitant titulaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique / Caractéristiques / Régime 2562-1 1354 L A 2560-B-2 876 kW D 2563-2 800 L D

2564-A-2	400 L	D
2565-2b	1312 L	D
2575	52 kW	D
4725-2	10.7 t	D
<p>Constats : La situation administrative de l'activité a été contrôlée.</p> <p>L'exploitant explique que l'activité a évolué : 2 machines ont été remplacées, elles relevaient de la rubrique n°2560. Ces changements n'ont pas eu a priori d'impact sur le classement selon cette rubrique.</p> <p>Concernant les rubriques n°2563, 2564 et 2565, l'exploitant pense que les activités concernées ont fait l'objet de réductions. Toutefois, il ne sait pas dire, le jour de l'inspection, si des cessations d'activité sont à formaliser.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant une situation précise de son activité vis-à-vis de la nomenclature ICPE. Le cas échéant, des cessations d'activité seront à formaliser selon la réglementation ICPE applicable.</p>		
Type de suites proposées : Susceptible de suites		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 3 : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource : réseau d'eau</p> <p>Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau : réseau public AEP</p> <p>Prélèvement maximal annuel : 1200 m³/an</p>
<p>Constats : Aucun relevé n'est effectué par l'industriel. Le suivi n'est assuré que sur la base des factures du fournisseur d'eau.</p> <p>Les données pour les années 2021 et 2022 n'ont pas pu être présentées lors de l'inspection et n'ont pas été transmises postérieurement à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : SUBSTANCES INTERDITES OU RESTREINTES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 5.2.1
Thème(s) : Produits chimiques, SUBSTANCES INTERDITES OU RESTREINTES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> * qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants ; * qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006 modifié

concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH). S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.
Constats : Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis la liste des produits chimiques présents sur le site d'Escalquens. Ainsi, 110 produits sont listés. La liste précise : l'état (neuf ou reconditionné), le fournisseur, l'unité de travail où le produit est utilisé, les phrases de risque et classification, l'analyse des risques, les substances avec n°CAS et les éventuelles valeurs limites associées. Il n'y a pas de référence au règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants, ni du règlement n°1907/2006 modifié (REACH). L'exploitant ne s'assure pas que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, qui est l'étape préalable avant de vérifier que les usages sont couverts ou non par une dérogation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : SUBSTANCES EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPANTES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 5.2.2
Thème(s) : Produits chimiques, SUBSTANCES EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPANTES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement n°1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis la liste des produits chimiques présents sur le site d'Escalquens. La liste précise : l'état (neuf ou reconditionné), le fournisseur, l'unité de travail où le produit est utilisé, les phrases de risque et classification, l'analyse des risques, les substances avec n°CAS et les valeurs limites associées. Il n'y a pas de référence au règlement n°1907/2006 modifié (REACH). Aussi, sur la base de ce tableau, il n'est pas possible de vérifier que le site ne fabrique ni n'importe ni n'utilise de substances candidates.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : SUBSTANCES SOUMISES À AUTORISATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 5.2.3
Thème(s) : Produits chimiques, SUBSTANCES SOUMISES À AUTORISATION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement n°1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de la dite liste. L'exploitant précise alors, pour

ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement n°1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques. S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit. Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.
Constats : L'exploitant n'a pas été en capacité, lors de l'inspection, d'indiquer si certaines substances inscrites à l'annexe XIV du règlement n°1907/2006 (REACH) sont utilisées dans l'établissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES OU DIFFUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Bains de sels fondus : conduits n° 1 et 2 Paramètres : CN ; alcalins, exprimés en OH ; NOx, exprimés en NO ₂ ; poussières totales Fréquence de mesure : Annuel par un organisme extérieur, résultats transmis à l'inspection De plus, chaque année, l'exploitant contrôle le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration des bains de sels fondus. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de traitement. Métallisation HVOF : conduits n°3, 4 et 5 Paramètres : poussières Fréquence de mesure : Une mesure tous les 3 ans, par un organisme extérieur, résultats tenus à la disposition de l'inspection
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir trouvé de contrôle sur les rejets atmosphériques de son établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.
Constats : Aucun dispositif de mesure totalisateur n'a été vu lors de l'inspection. Aucun relevé régulier de la consommation d'eau du site n'est réalisé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. [...]</p>
<p>Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a eu lieu du 2 au 4 mai 2022 par l'APAVE. 109 observations ont été relevées dont 42 récurrentes, soit déjà signalées lors de la vérification antérieure (mai 2021). Le certificat Q18 établi à l'occasion de ce contrôle a également été contrôlé. Établi le 4/05/2022, le certificat Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant explique que ses installations sont vieillissantes. Le recrutement d'un-e technicien-ne de maintenance et d'une personne dédiée aux sujets HSE est envisagé.</p> <p>Aucun suivi de mise en conformité des installations électriques n'est en place.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Accès pompiers aux réserves d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...]. Les services d'incendie et de secours doivent trouver sur place, en tout temps, a minima 120 m³ d'eau utilisable en 2 heures. Ces besoins en eau sont satisfaits indifféremment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Par un poteau incendie de 100 mm normalisés NFS61.213 (débit de 17 litres par seconde sous une pression minimale de 1 bar) remplissant les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Distance maximale, par les voies de circulation, entre l'entrée du bâtiment la plus proche d'un accès voie publique et l'hydrant le plus proche est égale à 100 m <p style="margin-left: 40px;">Le poteau d'incendie de 100 mm devra respecter les règles d'installations définies dans la norme NFS 62.200.</p> • Par des points d'eau naturels (cours d'eau, étangs, mares, etc.) remplissant les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ fournir 120 m³ d'eau en 2 heures minimum, situés à moins de 200 mètres des risques à

<p>défendre</p> <ul style="list-style-type: none"> ° posséder une hauteur d'aspiration maximale inférieure à 6 mètres, toujours accessibles aux engins pompe (plate forme de manoeuvre aménagée). <p>Par des réserves artificielles créées en des endroits judicieusement choisis par rapport au bâtiment à défendre, facilement accessibles aux engins d'incendie en toutes circonstances de capacité minimale de 120 m³.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Le poteau incendie a été remplacé par 2 bâches à eau de 60 m³ chacune. Elles ont été mises en place, en 2020, sur le parking du bâtiment principal. Leurs emplacements ont été vus avec les services du SDIS, ainsi que les prises d'eau et les raccords. Un marquage au sol a été réalisé pour matérialiser l'emplacement réservé aux véhicules des services de secours.</p> <p>La prescription de l'arrêté préfectoral doit être modifiée.</p> <p>Lors de la visite du site, le constat a été fait d'un encombrement sur la zone réservée aux services d'incendie et de secours. Il a été demandé à l'exploitant de maintenir dégagées les zones d'accès pour le raccordement aux bâches d'eau.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 11 : Rétentions et confinements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Constats : Lors de l'inspection du site, les rétentions sous les géobox extérieurs ne sont pas vides. Des eaux météoriques sont présentes dans ces rétentions. Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de vidanger ces eaux.</p> <p>L'exploitant réfléchirait à la construction d'abris aux dessus de ces stockages.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>